



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



Vos réf.:

Nos réf.: CE/ern/acl/05-138

Votre corresp.: Christophe ERNOTTE
081.24.06.50
christophe.ernotte@uvcw.be

Annexe(s):

Madame Joëlle Milquet,
Présidente du CDH
Rue des Deux Eglises 41
1000 BRUXELLES

Monsieur Elio Di Rupo,
Président du Parti Socialiste
Boulevard de l'Empereur 13
1000 BRUXELLES

Namur, le 24 août 2005

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

Concerne: La nécessité d'un volet social du plan Marshall pour la Wallonie.

Un plan de redressement pour la Wallonie est indispensable. Ce plan doit intégrer tant la relance économique que le social, qui sont indissociables.

Il est bien entendu que, nous aussi, nous partageons l'objectif de création d'emplois et qu'il est, à nos yeux, prioritaire.

Encore faut-il évidemment s'entendre sur la nature exacte de l'emploi visé!

Pour notre part, nous insistons sur la création de "vrais" emplois, c'est-à-dire, dans un cadre contractuel clair, offrant toutes les couvertures de sécurité sociale et de réelles possibilités de formation tout au long de la vie.

La politique de l'emploi doit, à nos yeux, s'articuler notamment aux politiques de cohésion sociale: la création et la rénovation du logement, par exemple, sont des activités particulièrement intensives en emplois. Cependant, il ne faut pas négliger le fait que des "gisements" importants existent dans les domaines des services aux personnes, en particulier les personnes âgées et l'accueil de l'enfance, qui répondent, en outre, à des enjeux stratégiques de société.

Dans ce cadre, nous souhaitons attirer l'attention sur quelques points:

- *L'économie sociale, l'initiative publique et les partenariats entre le secteur public et les associations* sont des acteurs clés d'un développement qui allie les enjeux économiques à ceux de la cohésion sociale. Le Gouvernement nous paraît, néanmoins, devoir être attentif au fait qu'il n'est pas de grande efficacité de soutenir des dispositifs nouveaux si ceux-ci, en définitive, ne font que concurrence à des services déjà existants: il n'y aurait, dans ce cas, guère d'avantages macro-économiques à créer de nouveaux emplois qui ne feraient, dès lors, qu'en remplacer d'autres de même nature ...

- Les CPAS, les organisations sociales et le secteur associatif sont très attentifs à toute initiative d'accompagnement de demandeurs d'emploi. Il nous semble hautement justifié de réfléchir à ces politiques en bonne articulation avec les projets de développement, de manière telle qu'aucune catégorie de ce public ne soit laissée au bord du chemin. Autrement dit, il semble indispensable de mettre en œuvre, tout à la fois, les programmes de formation aux qualifications pointues demandées par le marché et le renforcement des initiatives d'insertion socioprofessionnelle, privées comme publiques.
- Nous insistons, par ailleurs, sur notre volonté d'être tenus strictement à l'écart des pratiques qui relèvent plus de la "chasse aux chômeurs" que de l'aide aux personnes: dans une société wallonne où ce qui manque surtout c'est moins la volonté de la grande majorité des chômeurs qu'un volume suffisant d'emplois disponibles. Il convient de ne pas se tromper de cible.
- Enfin, nous demandons que des signaux forts soient envoyés qui indiqueront la volonté d'un plan qui lutte contre les discriminations à l'embauche sur base du genre, du handicap, ou de l'origine ethnique.

Nous avons la conviction que les services à la population que représentent les maisons de repos et de soins, les services de maintien à domicile et, notamment, les aides familiales, les organismes d'aide aux personnes handicapées, les services d'insertion socioprofessionnelle, ... (la présente liste n'a pas vocation à l'exhaustivité), peuvent trouver une place dans le "plan Marshall pour la Wallonie": ils concernent le développement économique et constituent de l'emploi de qualité. De même, ils contribuent à renforcer le service aux citoyens.

Illustrons le propos en analysant la situation des maisons de repos et de soins. Nombre d'indicateurs permettent de conclure à la nécessité d'investissements dans le secteur:

- les constats et engagements du Contrat d'avenir pour la Wallonie;
- le défi du vieillissement de la population;
- la qualité économique et sociale de l'emploi;
- la qualité du service rendu aux citoyens.

Premièrement, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie engage le Gouvernement wallon à *poursuivre les efforts en matière de modernisation et de mise en conformité des maisons de repos et [...] de mettre en place une politique de long terme en faveur des personnes âgées.*

Deuxièmement, le vieillissement de la population constitue, comme le précise le Contrat d'Avenir, un des principaux défis pour les années à venir. En effet, les plus de 80 ans représenteront 6,5 % de la population wallonne d'ici 2030 et, attendu que les taux d'hébergement croissent très fort avec l'âge (85 - 89 ans : 23 %, 95 ans et plus : 77 %), il devient donc impératif d'ouvrir d'ici 2020 un nombre important de lits si on veut pouvoir répondre aux besoins de demain.

Troisièmement, *l'emploi* développé dans ce secteur s'avère **économiquement rentable** et **socialement indispensable** et donc particulièrement porteur dans le cadre d'un plan de redressement. Ce sont aujourd'hui plus de 11.000 personnes qui travaillent dans les maisons de repos, soit l'équivalent d'un temps plein pour deux résidants. Pour répondre aux besoins, ce sont, pour le secteur public et l'associatif, 6.500 lits qui devront être ouverts à l'horizon 2020, soit **plus de 3.200 emplois nouveaux**. Cet emploi est stable puisque le personnel de ces établissements a une réelle ancienneté. Cet emploi est sans impact financier majeur pour la Région wallonne, puisque financé essentiellement par l'Etat fédéral dans le cadre des normes INAMI et par la contribution des résidants. Pour être complet, il conviendrait encore d'ajouter les emplois créés pour réaliser les investissements, ainsi que ceux indirects liés aux services développés.

Quatrièmement, le *service rendu* aux citoyens est d'une grande qualité. En témoignent la réelle proximité de ce service par rapport à la population, le très faible nombre de plaintes dans le secteur public et dans le secteur associatif.

La nécessité d'un plan d'investissements résulte encore de l'échéance de mise en conformité d'ici 2010 à propos, notamment, des chambres particulières et des installations sanitaires ainsi que de l'augmentation de lits MRS en cours de négociation avec l'Etat fédéral. Il y va d'une cohérence des politiques entre l'Etat fédéral et la Région.

Compte tenu du temps nécessaire à la réalisation de travaux en ce domaine, c'est dès 2006 que le Gouvernement doit - notamment par une intervention nouvelle du CRAC et un budget approprié de la Région wallonne - *investir massivement dans ce volet social du plan Marshall*.

Outre cet investissement, il nous paraît nécessaire:

- de plaider près du Fédéral une réduction de TVA à 6 % pour répondre aux normes fixées par lui pour les constructions ou les rénovations;
- de permettre un assouplissement des règles de financement par le recours aux formules de leasing;
- d'envisager des formules de marchés publics à tranches.

Ces investissements rentables ne seront que le fondement solide d'une société qui se veut respectueuse de la dignité humaine de ses concitoyens.

Nous sommes à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire qu'il vous plairait d'obtenir et vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération très distinguée.



Pour la Fédération des CPAS
de l'Union des Villes et Communes de Wallonie,
Claude EMONTS
Président

Pour le MOC,
(Mouvement Ouvrier Chrétien)
François MARTOU
Président

Pierre GEORIS
Secrétaire général

N.B. : Copie de la présente est adressée au Ministre-Président, aux Vice-Présidents du Gouvernement wallon, au Ministre de l'Economie, à la Ministre de l'Action sociale et aux syndicats. Pour tout renseignement, veuillez contacter:

- pour la Fédération des CPAS M Claude Emonts, Président 0475.51.26.29
ou M Christophe Ernotte, Directeur général 0476.34.24.33;
- pour le Mouvement Ouvrier Chrétien, M Pierre Georis.